

Arrêté de prescription du PPRN**COPIE****PRÉFET DE L'ARIÈGE**

PRÉFECTURE
DIRECTION DES SERVICES DU CABINET
SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE
PROTECTION CIVILES
(Danièle VIGNEAUX)

Arrêté préfectoral
prescrivant l'établissement
d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles
(P.P.R.)
de la commune d'AULUS-LES-BAINS

Le Préfet de l'Ariège
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la délibération du conseil municipal d'AULUS-LES-BAINS en date du 20 juin 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° A07313D0313 en date du 2 décembre 2013 portant décision de dispense d'une évaluation environnementale en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementées du fait de leur exposition aux risques naturels (mouvement de sol, inondations, avalanches...) ;

Sur proposition de M. le directeur départemental des territoires de l'Ariège ;

ARRÊTE**Article 1**

L'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles est prescrit dans la commune d'AULUS-LES-BAINS.

Article 2

Le périmètre mis à l'étude est indiqué sur la carte en annexe.

Article 3

Les risques étudiés sont :

- les inondations et les crues torrentielles,
- les mouvements de terrain,
- les avalanches,

Article 4

La direction départementale des territoires – Service Environnement et risques – Bureau Prévention des Risques – est chargée de l'instruction et de l'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles.

/...



2, RUE DE LA PRÉFECTURE – PRÉFET CLAUDE ERIGNAC – B.P. 40087 – 09007 FOIX CEDEX
STANDARD 05.61.02.10.00 – TÉLÉCOPIE 05.61.02.74.82 – SITE INTERNET : [http:// www.ariège.pref.gouv.fr](http://www.ariège.pref.gouv.fr)

Article 5

L'arrêté préfectoral n° A07313D0313 en date du 2 décembre 2013 portant décision de dispense d'une évaluation environnementale en application de l'article R122-18 du code de l'environnement est annexé au présent arrêté.

Article 6

Une concertation sera réalisée avec la commune pendant les phases d'élaboration des documents devant être présentés à l'enquête publique. Celle-ci comprendra, au minimum :

- une réunion de présentation de la démarche du PPR,
- une réunion de lancement de l'étude avec présentation du prestataire retenu,
- une réunion de présentation des aléas et des enjeux,
- une réunion de présentation du document complet avant enquête,
- l'information et le recueil des observations de la population avec proposition de mise en place d'un cahier de doléance durant au moins un mois ainsi que d'une proposition de tenue d'une réunion publique ou/et de permanences en mairie (les modalités précises de la concertation seront définies avec la commune).

Article 7

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune d'AULUS-LES-BAINS,
- Monsieur le directeur départemental des territoires,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement.

Article 8

Le présent arrêté et son annexe seront tenus à la disposition du public :

- ☐ en mairie d'AULUS-LES-BAINS,
- ☐ à la Préfecture de l'Ariège – Service interministériel de défense et de protection civiles.

Article 9

Comme tout acte administratif à caractère réglementaire, le PPR approuvé n'est opposable qu'une fois porté à la connaissance du public, c'est-à-dire une fois l'ensemble des formalités de publicité effectuées (mention au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et dans un journal diffusé dans le département, affichage pendant un mois au moins en mairie). Le tribunal administratif de Toulouse peut être saisi d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la publication. Le PPR peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Ariège. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 10

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant un mois dans les locaux de la mairie d'AULUS-LES-BAINS (mention de cet affichage sera insérée dans « La Gazette Ariégeoise ») et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Foix, le 23 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Rosy FARGES